

Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne

Un recueil de textes en réponse à

*Agir sur les changements climatiques :
les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes,*

un document de consensus lancé en mars 2015



McGill



McGill

Faculté des sciences



Association francophone pour le savoir



À PROPOS DE L'ORGANISME

RÉSEAU ENVIRONNEMENT

CAROLINE SANCHEZ VALERO

Réseau Environnement représente plus de 2 700 membres, dont 350 entreprises et 250 municipalités œuvrant dans cinq principaux champs d'activités, soit la biodiversité, l'eau potable et les eaux usées, les sols et les eaux souterraines, l'air et les changements climatiques, ainsi que les matières résiduelles. Sa mission est de *promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation en environnement*. L'association réalise sa mission en regroupant des spécialistes de l'environnement, des gens d'affaires, des municipalités et des industries du Québec, afin d'assurer, dans une perspective de développement durable, l'avancement des technologies et de la science, la promotion des expertises et le soutien des activités en environnement.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VUEILLEZ CONTACTER
info@reseau-environnement.com

SITE INTERNET OFFICIEL
reseau-environnement.com





Miser sur l'expertise et l'innovation

en soutenant les entreprises et des municipalités

Les sociétés d'aujourd'hui sont confrontées à de nombreux problèmes environnementaux : gestion des matières résiduelles, pollution de l'air et de l'eau, perte de la biodiversité et des services écologiques, exploitation non durable des ressources naturelles... Ces enjeux ne sont pas systématiquement reliés aux changements climatiques, mais vont toutefois s'exacerber alors que le climat se modifie à un rythme trop rapide pour permettre une adaptation. En tant qu'individus, ces défis nous touchent de près ou de loin au quotidien suivant notre contexte social, économique et environnemental, mais en tant que société, ils vont irrémédiablement changer notre façon de vivre et de nous développer.

Dans ce contexte, Réseau Environnement soutient l'initiative des Dialogues pour un Canada vert et, en lien direct avec sa mission, souhaite souligner le rôle important de l'expertise et de l'innovation au sein du secteur privé et des municipalités. Le rôle des gouvernements est fondamental pour intégrer la lutte contre les changements climatiques aux politiques et règlements qui encadrent les sociétés. Le contexte politique sert notamment à mettre en place un

environnement favorable et incitatif envers le développement des expertises et technologies propres. Ainsi, les orientations stratégiques 1, 2, 3, 4 et 5 du document *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes* sont indispensables à une transition vers une économie faible en carbone (on parle ici de carbone équivalent pour inclure l'ensemble des gaz à effet de serre (GES)). Cependant, une fois le contexte politique mis en place de façon claire et cohérente, il est indispensable d'y associer et de soutenir les entreprises et les municipalités qui sont en quelque sorte les maîtres d'œuvre du développement durable. Ces acteurs de terrain permettent d'assurer la mise en œuvre concrète de la transition vers une économie favorisant une diminution des émissions de GES. Réseau Environnement publie régulièrement des documents de position, basés sur l'expertise de ses membres. Ses récentes interventions incluent le *Mémoire sur la stratégie énergétique du Québec*¹ et le *Mémoire sur la filière*

¹ Réseau Environnement. (2013). Mémoire sur la Stratégie énergétique du Québec, http://www.reseau-environnement.com/UCtrl/scripts/kcfinder/upload/files/M%C3%A9moire%20RE_Strat%C3%A9gie%20%C3%A9nerg%C3%A9tique%20du%20Qu%C3%A9bec_Version%20finale%281%29.pdf

hydrocarbures (à paraître à l'automne 2015). Sur la base des recommandations de ces mémoires, Réseau Environnement aimerait contribuer aux discussions lancées par Dialogues pour un Canada vert en soulignant les points suivants.

Favoriser la valorisation de la biomasse résiduelle

Le Canada a la chance d'avoir de nombreuses entreprises ou organisations innovantes, que ce soit par l'expertise qu'elles ont développée ou les technologies propres qu'elles commercialisent. Cette diversité d'entreprises innovantes se combine à des ressources naturelles favorisant la production d'énergie renouvelable, comme la biomasse résiduelle (forestière, agricole, ou même les matières résiduelles urbaines). Le secteur de la valorisation de la biomasse résiduelle devrait ainsi être favorisé par le Canada.

Assurer la diversité des approvisionnements énergétiques du Canada doit être encouragé par le développement des énergies renouvelables. La biomasse (qu'elle provienne des résidus forestiers et agricoles ou des matières résiduelles) pourrait être appelée à jouer un rôle plus important compte tenu des ressources potentielles au Québec. Plusieurs facteurs permettent de prédire ceci: 1) le contexte règlementaire et législatif actuel est relativement solide ou en développement (par exemple, le règlement sur la valorisation énergétique des matières résiduelles²); 2) la grande disponibilité de la biomasse forestière et agricole (résidus) et également urbaine, que ce soit dans les grandes agglomérations ou en région.

En ce qui concerne la biométhanisation des matières organiques, il est clair que le contexte économique des bas coûts de l'énergie fait en sorte qu'il est difficile de rentabiliser une opération de production et de rachat du biogaz, et ce, malgré les subventions importantes à l'infrastructure. Il est cependant important de rappeler qu'outre le bénéfice de produire une énergie renouvelable, la biométhanisation permet aussi de recycler les matières résiduelles. Il est donc essentiel de poursuivre les efforts de valorisation des matières résiduelles au travers de la filière de la biométhanisation. Certains pays qui ont réussi à développer cette filière ont créé un contexte favorable en mettant en place des programmes de rachat de l'électricité produite à partir du biogaz à des coûts supérieurs, et/ou en instaurant une obligation d'injecter une quantité minimale du biométhane dans le réseau gazier et/ou en offrant un bonus à l'utilisation de la chaleur produite à partir du biogaz. Ces trois approches permettraient de valoriser cette filière énergétique fort pertinente.

Il est tout aussi important de miser sur l'utilisation de la biomasse résiduelle forestière qui offre un potentiel de récolte considérable dans certaines provinces. Au Québec, alors que le potentiel de récolte annuelle est évalué à 6,4 millions de tonnes anhydres (ta)³, son exploitation à l'échelle de la province est embryonnaire. Que ce soit au Québec ou au Canada, il faut donc encourager la valorisation énergétique de la biomasse résiduelle (ou bioénergie) comme solution de remplacement écologique et renouvelable à l'énergie issue des combustibles fossiles. Il serait donc bénéfique d'investir davantage dans la technologie de la cogénération (production simultanée d'électricité et de chaleur à partir

2 Réseau Environnement. (2014). Mémoire sur le projet de Règlement sur la valorisation énergétique à partir de matières résiduelles, <http://www.reseau-environnement.com/fr/services/publications/memoires/memoire-sur-le-projet-de-reglement-sur-la-valorisation-energetique-a-partir-de-matières-residuelles>

3 Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs. (2013). Le nouveau régime forestier : Biomasse forestière. Fiche d'information, <http://www.mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/comprendre/fiche-biomasse.pdf>

de la biomasse) car de nombreuses organisations et institutions, comme les hôpitaux, les établissements d'enseignement ou les complexes hôteliers, de même que l'industrie manufacturière, sont déjà utilisatrices de cette technologie. Il faut également aller de l'avant avec les divers procédés qui permettent de transformer la biomasse résiduelle en biocarburants solides, liquides ou gazeux, ces procédés possédant un haut rendement énergétique. Par exemple, il faudrait harmoniser et accélérer la recherche scientifique afin d'encourager le développement technologique qui permettra de commercialiser les biocarburants avancés. L'utilisation accrue de ces biocarburants à base de bois pourrait faire diminuer la dépendance de la société à l'égard des combustibles fossiles et, par le fait même, contribuer à la réduction des émissions de GES et améliorer le bilan énergétique du Québec et du Canada. D'autre part, il est important de noter que l'utilisation de la biomasse forestière résiduelle permet également la création d'une nouvelle activité économique en région.

À la vue de ce potentiel important, et du fait que l'utilisation de la biomasse offre le double bénéfice d'une énergie renouvelable et du traitement des résidus, Réseau Environnement recommande de favoriser le développement de cette filière énergétique. Les choix de développement doivent être faits en privilégiant la meilleure valeur ajoutée à la biomasse utilisée (qu'elle soit forestière, agricole ou provenant des matières résiduelles), y compris sa valorisation énergétique lorsque le contexte régional y est favorable.

Développer l'électrification des transports au niveau national

L'électrification des transports est une voie toute tracée pour le Canada compte tenu du potentiel hydroélectrique. Le Québec a

amorcé son virage vers l'électrification des transports⁴ et le Canada devrait en faire autant et élaborer un plan d'action concret à cet effet. En tirant parti du savoir-faire existant, particulièrement au Québec, il est essentiel de faire une place plus importante aux transports électriques au niveau national. Évidemment, cette conversion devra s'accompagner d'un important programme de déploiement de bornes de recharge à travers le pays.

D'autre part, Réseau Environnement croit que les efforts de conversion à l'électricité des voitures personnelles doivent être conditionnels à un investissement visant d'abord l'augmentation et la diversification de l'offre de transport collectif urbain et interurbain. En effet, il ne faut pas mettre de côté les efforts visant à contrer l'attitude de la « voiture solo », qui même si électrique, génère des impacts environnementaux. Il faut viser avant tout la réduction globale de l'empreinte environnementale du secteur des transports. À cet effet, il serait désirable que le gouvernement adopte dans le secteur des transports une loi « Zéro émission » afin d'augmenter l'offre de véhicules hybrides et électriques et faciliter leur achat par les Canadiens. Cela contribuerait à rendre la voiture peu polluante plus populaire. Finalement, en ce qui concerne le développement du transport collectif électrique, il est important de souligner les différents projets pilotes de bus électriques qui ont déjà débuté au Québec⁵ et qui démontrent déjà les problèmes potentiels d'une application à grande échelle (par exemple, le surpoids de l'autobus causé par les batteries et nécessitant des autorisations spéciales pour pouvoir circuler). Il est donc nécessaire de continuer à promouvoir la recherche et le développement dans ce domaine.

4 Gouvernement du Québec. (2013). Priorité Emploi : Stratégie d'électrification des transports 2013-2017, http://www.ledevoir.com/documents/pdf/strategie_electrification.pdf

5 <http://www.stm.info/fr/a-propos/grands-projets/electrification-du-reseau-de-surface>

Réseau Environnement suggère que le Canada développe une stratégie concrète d'électrification des transports, en se concentrant en priorité sur le transport collectif et en favorisant la recherche et le développement. L'association recommande de viser une réduction globale de l'empreinte environnementale du secteur des transports et d'adopter une loi « Zéro émission ».

Soutenir les municipalités en tant qu'expertes au niveau local et actrices du changement

Les municipalités canadiennes, aux premières loges des impacts que suscitent les changements climatiques, ont non seulement le pouvoir, mais également le devoir de développer des plans d'atténuation et même d'adaptation pour répondre de façon efficace aux changements tout en maintenant un lieu de vie propice et durable pour leurs citoyens. Les municipalités, en tant que gouvernements locaux, sont les mieux placées pour mettre en œuvre les politiques développées par les gouvernements infranationaux et nationaux. Il est donc essentiel de les soutenir financièrement sur cette voie.

Il est essentiel pour les villes canadiennes de mettre les changements climatiques au cœur de leur planification du territoire et de l'aménagement urbain. En effet, à titre de gouvernements locaux, les municipalités ont un contrôle direct ou indirect sur plusieurs types d'émissions telles que les émissions des transports, de leur parc résidentiel, de leurs industries, commerces et institutions, ou les gaz émanant des sites d'enfouissement. Il faut en premier lieu que toutes les municipalités canadiennes réalisent un inventaire de leur GES et élaborent un plan d'action visant la réduction de ces émissions. Le rôle des municipalités dans la sensibilisation de leurs citoyens est aussi crucial, car elles ont un contact privilégié avec eux. Les municipalités

ont donc un grand rôle à jouer, et il est essentiel de les soutenir dans ces démarches.

Le programme Climat municipalités, mis en place par le gouvernement du Québec en 2012⁶ est un outil fort utile pour aider les municipalités à contribuer à l'atténuation des changements climatiques. Ce programme avait comme objectifs de faire en sorte que les organismes municipaux disposent d'un inventaire des émissions de GES produites sur leur territoire, de mettre en place un plan d'action afin de réduire ces émissions de façon durable et de soutenir les organismes municipaux dans la sensibilisation de tous les acteurs (citoyens, organisations non gouvernementales, institutions publiques, entreprises privées, etc.). De même, le programme Partenaires dans la protection du climat (PPC)⁷ mis en place par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) avec l'ICLEI (International Council for Local Environmental Initiatives, Conseil international pour les initiatives écologiques locales) a permis, de 2008 à 2012, de promouvoir plus de 800 initiatives de réductions de GES dans les municipalités, sauvant ainsi 1,8 Mt de GES⁸. Il serait bénéfique de multiplier la présence de tels programmes au travers du Canada et soutenir financièrement la mise en application des plans d'atténuation et d'adaptation qui seront prônés par les acteurs municipaux.

Réseau Environnement recommande que les municipalités canadiennes, en tant qu'actrices du changement sur le terrain, soient mieux reconnues et soutenues dans leurs démarches d'atténuation face aux changements climatiques.

⁶ <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/programmes/climat-municipalites/>

⁷ <http://www.fcm.ca/accueil/programmes/partenaires-dans-la-protection-du-climat.htm>

⁸ <http://www.fcm.ca/accueil/programmes/partenaires-dans-la-protection-du-climat/des-r%C3%A9sultats-tangibles.htm>



À PROPOS DE L'INITIATIVE

DIALOGUES POUR UN CANADA VERT

Cette contribution fait partie d'un recueil de textes, *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne*, qui provient des interactions entre Dialogues pour un Canada vert, une initiative parrainée par la Chaire UNESCO-McGill Dialogues pour un avenir durable, et des gens d'affaires, des organisations non gouvernementales, des syndicats, des municipalités, des groupes de chercheurs et des citoyens.

Dialogues pour un Canada vert est une initiative qui mobilise plus de 60 chercheurs provenant de toutes les provinces du Canada qui représentent des disciplines diverses en sciences pures, en génie et en sciences sociales. Nous sommes convaincus qu'il est grand temps de mettre de l'avant des options concrètes, dans le contexte canadien, et que ces options aideront le pays à passer à l'action.

Ensemble, ces textes enrichissent les solutions possibles et prouvent qu'il y a des idées en ébullition partout au Canada. Les opinions exprimées dans *Agir sur les changements climatiques : vers un dialogue élargi à la société civile canadienne* appartiennent aux auteurs et aux organismes respectifs et ne reflètent pas nécessairement celles des Dialogues pour un Canada vert.

Nous remercions tous les contributeurs de s'être engagés dans ce dialogue afin d'arriver à une vision collective des voies menant à une société sobre en carbone et des façons d'y parvenir.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONSULTEZ NOTRE SITE WEB

sustainablecanadadialogues.ca/fr/vert/agir-changements-climatiques